

Lutte de classe

Quelques articles de presse sur la crise du capitalisme.

(Tous ces articles sont extraits du journal *Le Monde*.)

La fin salubre de l'aventurisme américain, par Mnahi Al-Masoud

Combien de délégation de banques d'affaires, ces derniers mois, n'ont pas fait le siège des fonds souverains ? Toutes qu'étaient de "l'argent sec" pour remettre les compteurs à zéro. Beaucoup affichaient une étonnante assurance. Le tour est presque joué ! préjugeaient-elles.

Le manque de discernement leur aurait-elle fait tellement défaut qu'elles se soient laissées aveugler par l'arrogance ? Croient-elles que les pays de la péninsule Arabique aient vocation à les gaver indéfiniment de sommes qu'elles se complaisent aussitôt à détruire ? Que connaissent-elles du monde sinon que des équations mathématiques mal fichues, des scénarios abracadabrants ? Bientôt déçues, elles sont reparties bredouilles. Balayée l'élite des affaires si peu gagnée par le bon sens !

La suite est connue. Les banques s'affaiblissent, les Bourses s'affolent. Dans l'urgence, le gouvernement américain se prépare à injecter des liquidités. Seulement voilà, la méthode n'est possible qu'à la condition d'un apport de massifs de capitaux venant de l'étranger. S'ouvre un autre front, quelle sera l'attitude des acteurs étrangers ? L'alerte sonne ! Dans le cadre de son programme de financement complémentaire destiné à aider la Réserve fédérale, le Trésor américain accélère l'adjudication de bons du Trésor.

Qui sera preneur ? Pays débiteur, la signature des Etats-Unis est-elle inattaquable ? *"Vous disposez d'énormes liquidités, martèlent les Américains, achetez massivement nos titres et la croissance mondiale repartira de plus belle !"* Quid du déficit de la balance des paiements ? Quid de l'aggravation des comptes internes ? Quid de la capitalisation insuffisante du système financier ? *"Tout cela est provisoire, clament-ils, l'économie américaine est la plus enviable du monde !"*

LA "VALEUR CONFIANCE"

Mais, dans un même temps, Merrill Lynch conseille à sa clientèle de vendre du dollar en raison de l'augmentation prévisible des dépenses budgétaires. Dans le même temps, la prime attachée à la protection contre un défaut de paiement des Etats-Unis, faible, atteint des niveaux inconcevables, près du triple de celle attachée à l'Allemagne.

On nous demande d'aider l'économie américaine alors que leurs propres financiers pensent le contraire ? La signature des Etats-Unis mérite mieux qu'un jeu de dupes ! Faire supporter à la communauté internationale la détérioration de leur économie n'est plus de mise. La "valeur confiance" n'est pas de l'art abstrait et n'est pas davantage figée à jamais. Elle repose sur des fondamentaux sains, chaque jour réévalués. Elle intègre une juste valorisation des actifs. Elle s'appuie sur une gestion de bon père de famille : vivre selon ses moyens !

Faute de ne pas prendre en compte ces considérations, quelque résistance pourrait se faire jour, une pression accrue sur la notation de la dette souveraine des Etats-Unis, une tension sur l'or. Et si demain la facture énergétique n'était plus réglée en dollars, qu'advient-il des Etats-Unis ?

Nous ne souhaitons nullement abandonner les Etats-Unis au milieu du gué. Mais c'est à eux et à leurs alliés d'infortune d'assumer jusqu'au bout les conséquences d'une dérégulation qu'ils n'ont jamais souhaité contrarier. Il n'existe pas d'autre antidote, pour les Américains, que celui d'apprendre à vivre autrement que sur le dos du monde entier. Certes la pilule sera amère, la réorganisation douloureuse, la richesse entaillée et le produit intérieur brut (PIB) décoté. C'est à ce prix que reviendra la confiance et que l'économie américaine retrouvera son souffle.

Les Etats-Unis ne doivent pas craindre cette perspective. On ne doit nullement parler de récession - comme certains s'y prêtent en jouant sur les peurs - mais de réajustement d'une économie à sa situation réelle. Fini le rôle dominant, fini l'aventurisme, mieux vaut parler d'une cure de jouvence, et de l'intégration de l'économie américaine à l'économie mondiale plutôt que le contraire. Les Etats-Unis, pays parmi d'autres plutôt que terre d'exception !

Mnahi Al-Masoud est étudiant saoudien à l'Ecole polytechnique.

Lutte des classes à Wall Street, par Slavoj Zizek

La première chose qui saute aux yeux lorsqu'on observe les réactions actuelles à l'effondrement financier, c'est que... personne ne sait vraiment ce qu'il faut faire. Cela provient du fait que l'incertitude fait partie du jeu ; la manière dont le marché va réagir dépend non seulement de la confiance que les acteurs accorderont aux interventions gouvernementales, mais aussi, et plus encore, du degré de confiance qu'ils pensent pouvoir prêter aux autres acteurs : on ne peut prendre en compte les effets de ses propres interventions. Nous sommes ainsi contraints de faire des choix sans disposer du savoir qui nous permettrait de faire un choix éclairé, ou, comme le dit John Gray : *"Nous sommes contraints de vivre comme si nous étions libres."*

Mais puisqu'on ne cesse de nous répéter que la confiance et la croyance sont déterminantes, nous devrions aussi nous demander dans quelle mesure le fait que l'administration américaine ait, dans la panique, rehaussé les enjeux, n'a pas aggravé le danger qu'elle tente de conjurer. Il est aisé de remarquer la similarité du langage utilisé par le président Bush dans son allocution au peuple américain après le 11-Septembre et dans celle qui a suivi l'effondrement financier : on dirait deux versions du même discours.

En ces deux occasions, il a évoqué la menace qui pesait sur l'*"American way of life"* lui-même et la nécessité de réagir de manière rapide et décisive afin d'y faire face. A deux reprises, il en a appelé à l'abandon provisoire des valeurs américaines (les garanties concernant les libertés individuelles, le capitalisme de marché) pour sauver ces mêmes valeurs. Ce paradoxe est-il inévitable ?

La pression visant "à faire quelque chose" s'apparente ici à la compulsion superstitieuse à faire un geste lorsque nous observons un processus sur lequel nous n'avons aucune influence véritable. Il arrive aussi parfois que nous agissions pour ne pas avoir à parler et à penser à ce que nous faisons. Par exemple, pour répondre rapidement à un problème, en débloquant 700 milliards de dollars au lieu de se demander comment il est apparu.

Revenons au 15 juillet dernier, quand le sénateur républicain Jim Bunning attaquait le président de la Réserve fédérale des Etats-Unis, Ben Bernanke, en affirmant que sa proposition prouvait que *"le socialisme est bel et bien vivant en Amérique"* : *"La Fed veut désormais être le régulateur de risque systémique. Mais la Fed est le risque systémique. Accroître le pouvoir de la Fed revient à donner au gamin qui a brisé votre fenêtre en jouant au base-ball dans la rue une batte plus grande, et à considérer que cela résoudra le problème."*

Bunning a été le premier à exposer publiquement les grandes lignes du raisonnement justifiant la révolte du Parti républicain contre le plan de sauvetage fédéral. Ce raisonnement mérite que nous y regardions de plus près. Nous pouvons ainsi remarquer que la résistance au plan de sauvetage a été formulée en termes de "lutte des classes" : la Bourse, Wall Street, contre la rue, Main Street. Pourquoi devrions-nous aider les responsables de la crise ("Wall Street"), et laisser les simples emprunteurs (dans "Main Street") payer le prix fort ? N'est-ce pas là un parfait exemple de ce que la théorie économique appelle le *"risque moral"* ? Ce dernier se définit comme *"le risque que quelqu'un agisse de manière immorale parce qu'il se sait protégé par les assurances, les lois ou d'autres institutions contre les préjudices que son comportement pourrait sinon engendrer"*. Autrement dit, si je suis assuré contre les incendies, je prendrai moins de précautions contre le feu (ou, à l'extrême, je mettrai même le feu aux bâtiments que j'ai assurés mais qui génèrent des pertes). La même chose vaut pour les grandes banques : ne sont-elles pas protégées contre les grosses pertes tout en étant capables de conserver leurs profits ? Nous ne serons pas surpris d'apprendre que Michael Moore a déjà écrit une lettre publique dans laquelle il dénonce le plan de sauvetage comme le pillage du siècle. Ce

chevauchement inattendu de la gauche et des républicains conservateurs devrait nous donner matière à penser.

Ils ont en commun leur mépris pour les grands spéculateurs et PDG qui tirent profit des décisions hasardeuses mais sont protégés des faillites par les parachutes dorés. N'en va-t-il pas de même pour la faillite d'Enron en janvier 2002, que l'on peut interpréter comme une sorte de commentaire ironique sur l'idée de société du risque ? Les milliers de salariés qui ont perdu leur emploi et leurs économies ont été assurément exposés à un risque, mais sans avoir vraiment d'autre choix. Ceux qui, au contraire, avaient non seulement une réelle connaissance des risques, mais aussi la possibilité d'intervenir dans la situation (les dirigeants), ont minimisé leurs risques en encaissant leurs actions et leurs options avant la faillite. S'il est donc vrai que nous vivons dans une société de choix risqués, certains (les patrons de Wall Street) opèrent les choix, tandis que les autres (les gens ordinaires payant des hypothèques) assument les risques...

Donc le plan de sauvetage est-il réellement une mesure "socialiste", l'aube du socialisme d'Etat aux Etats-Unis ? Si tel est le cas, c'est en un sens bien singulier : une mesure "socialiste" dont le but premier n'est pas de venir en aide aux pauvres, mais aux riches, non pas à ceux qui empruntent, mais à ceux qui prêtent. L'ironie suprême réside ainsi dans le fait que la "socialisation" du système bancaire est acceptable lorsqu'elle sert à sauver le capitalisme : le socialisme est néfaste - sauf lorsqu'il permet de stabiliser le capitalisme.

Et si, cependant, un "risque moral" était inscrit dans la structure fondamentale même du capitalisme ? Autrement dit, le problème résulte du fait qu'il est impossible de les séparer : dans le système capitaliste, le bien-être dans Main Street est subordonné à la prospérité de Wall Street. Ainsi, alors que les populistes républicains qui s'opposent au plan de sauvetage agissent mal pour de bonnes raisons, les partisans du renflouement agissent bien pour de mauvaises raisons. Pour le dire dans les termes plus raffinés de la logique propositionnelle, leur relation est non transitive : bien que ce qui est bon pour Wall Street ne le soit pas nécessairement pour Main Street, Main Street ne peut prospérer si Wall Street va mal. Et cette asymétrie donne un avantage a priori à Wall Street.

Tout cela montre clairement qu'il n'existe pas de marché neutre : dans chaque situation particulière, les coordonnées de l'interaction marchande sont toujours régulées par les décisions politiques. Le vrai dilemme n'est donc pas de savoir si l'Etat doit intervenir ou pas, mais sous quelle forme il doit le faire. Et nous sommes ici confrontés à la politique véritable : la lutte pour définir les coordonnées "apolitiques" fondamentales de nos vies. Tous les problèmes politiques sont en un sens non partisans, ils se rapportent à la question : "Quelle est la nature de notre pays ?"

Ainsi, c'est précisément le débat sur le plan de sauvetage qui constitue un vrai problème politique concernant les décisions à prendre sur les éléments fondamentaux de notre vie sociale et économique, allant même jusqu'à mobiliser le fantôme de la lutte des classes (Wall Street ou les créanciers hypothécaires ? Intervention de l'Etat ou pas ?) Nous ne trouverons aucune position éclairée "objective" qu'il nous suffirait simplement d'appliquer ici ; nous devons prendre parti politiquement.

Quelle est la solution ? Le grand philosophe idéaliste allemand Emmanuel Kant répondit à la devise conservatrice : "*Ne pensez pas, obéissez !*", non pas par "*N'obéissez pas, pensez !*", mais par "*Obéissez, mais pensez !*" Lorsque nous sommes soumis à un chantage tel que le plan de sauvetage, nous devons garder à l'esprit qu'il s'agit d'un chantage, et nous efforcer alors de résister à la tentation populiste de donner expression à notre colère et ainsi de nous asséner des coups. Au lieu de céder à une telle expression impuissante, nous devrions maîtriser notre colère pour la transformer en une ferme résolution de penser, de réfléchir d'une manière réellement radicale, de se demander quelle est cette société que nous sommes en train de quitter qui rend possible ce genre de chantage.

(Traduit de l'anglais par Christine Vivier.)

Les banques d'affaires s'enrichissent en conseillant les Etats
pour qu'ils sauvent... les banques !

LONDRES, CORRESPONDANT

Tel n'est pas le moindre paradoxe de cette crise financière qui en compte tant : les banques aident les gouvernements à sauver... les banques. *"La récente tempête a démontré simultanément la vulnérabilité des banques d'investissement et, en même temps, le rôle crucial qu'elles jouent pour aider les pouvoirs publics à sortir les établissements de crédit de l'ornière"* : comme l'indique l'hebdomadaire britannique spécialisé *Financial News*, au cours des dernières semaines, les exemples de ce cordon ombilical entre l'Etat et le saint des saints de la haute banque internationale abondent.

C'est le cas des trois géants américains Goldman Sachs, Morgan Stanley et Merrill Lynch, qui ont été sauvés grâce à l'intervention du Trésor des Etats-Unis. Simultanément, ces mêmes enseignes ont été omniprésentes dans les opérations de renflouement de leurs confrères. Goldman Sachs a conseillé le Trésor britannique pour la nationalisation de Northern Rock et la Kuwait Investment Authority dans sa prise de participation dans Merrill Lynch.

A Washington, le secrétaire au Trésor, Henry Paulson, ex-président de Goldman, a confié à son plus proche collaborateur, Neel Kashkari, autre "ancien" de la firme, la mise en oeuvre du plan de sauvetage bancaire le plus important de l'histoire des Etats-Unis (voir *Le Monde* du 9 octobre 2008). Morgan Stanley a joué un rôle clé dans la nationalisation de Bradford & Bingley et de la Glitnir Bank en Islande, tout en secourant le premier assureur au monde, AIG. Cette prestigieuse *"investment bank"* new-yorkaise a également piloté le renflouement des caisses hypothécaires américaines, Freddie Mac et Fannie Mae, et a bouclé la fusion HBOS-Lloyds. Agissant aux côtés de BNP Paribas, Merrill Lynch a conseillé le gouvernement français dans le dossier Dexia. Pour sa part, UBS a acheminé l'aide de l'Etat au trio Barclays-Lloyds-Royal Bank of Scotland.

"CONFLITS D'INTÉRÊTS COLOSSAUX"

Comment expliquer cette symbiose entre la puissance publique et les VRP d'élite du capitalisme, présents dans toute la palette des métiers financiers ? *"Le principe de base est que l'administration ne dispose pas du savoir-faire nécessaire pour jouer cette partie de Monopoly de la finance. Aussi, dans l'urgence, les hauts fonctionnaires préfèrent-ils céder des affaires explosives à ces artistes de la créativité débridée en se bornant à fixer un cadre politique et des fourchettes de risques"*, explique Peter Hahn, professeur à la Cass Business School. On pourrait ajouter que la haute fonction publique et la banque partagent le même goût pour la patience, le travail en équipe et le goût du secret.

Pour ces flamboyants prestataires de services modèles, pareille association est prestigieuse et permet de tisser des liens au coeur même de la machine étatique qui peuvent s'avérer utiles dans l'avenir. Un peu partout dans le monde, les gouvernements aiment s'entourer de la fine fleur des fusions-acquisitions à qui l'on prête un exceptionnel entregent.

En théorie, ce type de mandat étatique n'est pas très bien rémunéré. Aux Etats-Unis, les commissions sont plafonnées. Bercy verse en moyenne 500 000 euros aux banques-conseil tandis que le ministère britannique des finances pratique une tarification à peine plus généreuse. Mais ces derniers temps, les honoraires ont explosé sous l'effet conjugué de l'urgence, du risque d'implosion des banques en crise et du manque de supervision gouvernementale. Ainsi, l'opération de nationalisation de Northern Rock a coûté au contribuable la somme rondelette de 100 millions de livres (124,6 millions d'euros) en commissions bancaires.

"Ces intermédiaires sont au centre de conflits d'intérêt colossaux. Dans le cas de Northern Rock, un bureau de consultant ou un cabinet d'audit aurait pu faire aussi bien beaucoup moins cher", souligne M. Hahn.

Marc Roche

Y-a-t-il une sortie à la crise ? Trois scénarios sont possibles

Un scénario noir se met-il en place ?

Actuellement, les banques n'ont plus confiance et refusent de se prêter de l'argent entre elles. Les fonds d'investissement et les hedge funds, qui empruntaient pour investir, commencent à disparaître, faute de liquidités. L'économie réelle est menacée.

Entreprises et particuliers s'inquiètent qui pour sa trésorerie, qui pour son assurance-vie ou son livret. Après les 30 800 clients allemands de Kaupthing, la plus grande banque d'Islande, dont les comptes ont été gelés, qui seront les suivants ? Les Pays-Bas, eux, viennent de garantir l'épargne des 120 000 clients de la banque en ligne islandaise Icesave.

Si la panique des marchés gagnait l'économie réelle, si chaque acteur économique tentait de rendre liquide son avoir pour le remiser dans un coffre, un effondrement général de l'économie mondiale n'est plus à exclure.

Un scénario de crise courte reste-t-il encore envisageable ?

Le retour de la confiance. Imaginons que les banques centrales et les gouvernements garantissent tous les crédits interbancaires, recapitalisent toutes les banques et assureurs en faillite, et réussissent ainsi à enrayer la panique. La confiance pourrait alors revenir progressivement, mais elle n'empêchera pas la récession de s'installer, notamment aux Etats-Unis et en Europe. Certains économistes pensent cependant que ce ralentissement économique pourrait être court : dix-huit à vingt-quatre mois.

La résistance des économies émergentes. Pour Christian de Boissieu, président du Conseil d'analyse économique, la croissance mondiale résiste dans les pays émergents. La Chine, l'Amérique latine, ou encore l'Inde pourront encaisser le choc d'une prochaine récession américaine. " *Le monde ne manque pas de liquidités*", ajoute M. de Boissieu.

De nouveaux investisseurs. Pour Jean-Marc Daniel, économiste et directeur de la revue *Sociétal*, de grands détenteurs de capitaux vont prendre des positions clés dans la banque et l'assurance.

M. Daniel fait principalement référence aux fonds souverains, qui gèrent entre 2 200 milliards et 3 000 milliards de dollars d'actifs selon le FMI, aux banques japonaises, qui se sont restructurées, ou encore aux compagnies d'assurance qui ont géré sagement leur épargne. Des groupes industriels riches en trésorerie, comme Toyota ou Microsoft, pourraient s'intéresser également à des entreprises dont les cours ont été rendus attractifs par la panique boursière.

"Les gagnants ultimes devraient être les asiatiques : le Japon et la Chine. Le premier a besoin d'investir pour financer la retraite d'une population vieillissante et le second a une épargne colossale", note M. Daniel. Dans ce scénario, si les Etats Unis repoussent à plus tard l'ajustement de leurs déséquilibres, la croissance pourrait redémarrer.

Un scénario de récession longue est-il inévitable ?

L'économiste américain Nouriel Roubini affirmait, vendredi 10 octobre, que *"le risque de crise systémique rend probable une récession de longue durée supérieure à dix ans, comme celle que le Japon a connue après l'éclatement de sa bulle immobilière"*.

Baisse de la consommation aux Etats-Unis. Au troisième trimestre, la consommation des ménages américains (70 % du PIB) a cessé de croître.

Cette réduction du train de vie outre-Atlantique a des répercussions mondiales. Les 9 500 milliards de dollars de biens et de services consommés annuellement par les 350 millions d'Américains tiraient la croissance mondiale. S'ils réduisent leur consommation, aucun autre relais de croissance n'existe plus. Même la Chine et l'Inde avec leurs 2,3 milliards d'habitants à eux deux ne représentent qu'un sixième de la

consommation américaine (1 600 milliards de dollars). L'Europe de son côté, a déjà prouvé qu'elle n'avait pas les capacités d'une locomotive mondiale.

L'amortisseur chinois, sous conditions. Agnès Benassy-Quéré, directrice du Centre d'études prospectives et d'informations internationales, estime que la Chine peut devenir un relais de croissance mondial. A condition qu'elle réinvestisse sur son sol une épargne qui représente aujourd'hui la moitié de son PIB, soit 1 900 milliards de dollars.

Mais pour libérer cette épargne, il faut *"déréglementer les banques chinoises pour qu'elles prêtent au secteur privé et que les entreprises placent leur trésorerie au lieu de la garder pour elles"*, des thèses qui, reconnaît-elle, *"ne sont pas audibles dans le contexte actuel"*. Si, en sus, Pékin jetait les bases d'une Sécurité sociale authentique, nombre d'industriels occidentaux y trouveraient un débouché.

Le poids du déficit américain. La dette publique américaine, qui atteignait déjà 10 000 milliards de dollars, a du mal à se financer. Les épargnes chinoise, arabe et japonaise hésitent désormais à venir s'engouffrer dans le financement du train de vie des Etats-Unis, via l'achat de bons du Trésor. Le problème est d'autant plus grave que la dette s'est alourdie avec le plan Paulson (700 milliards), le soutien aux piliers du crédit hypothécaire Fannie Mae et Freddie Mac (200 milliards), sans oublier 115 milliards pour l'assureur AIG.

Une hausse des impôts sur les ménages américains est donc inéluctable. Appelés par leurs banques à réduire leur endettement et poussés par l'Etat fédéral à mieux financer le déficit budgétaire, les ménages américains réduisent plus encore leur consommation.

Yves Mamou

Francis Fukuyama : "la chute d'America, Inc."

Implosion des plus anciennes banques d'investissement américaines, volatilisisation de plus d'un trillion de dollars de valeurs boursières en un seul jour, addition de 700 milliards de dollars pour les contribuables américains : l'ampleur de la débâcle de Wall Street pourrait difficilement être pire. Et pourtant, alors même que les Américains se demandent pourquoi ils doivent déboursier des sommes aussi astronomiques pour empêcher l'ensemble du système économique d'imploser, rares sont ceux qui s'interrogent sur les dégâts que cet effondrement financier est en train de causer à la *"marque"* Amérique.

Les idées constituent l'une de nos principales exportations, et deux idées fondamentalement américaines ont dominé la pensée mondiale depuis le début des années 1980 avec l'élection de Ronald Reagan à la présidence. La première est une certaine vision du capitalisme selon laquelle une faible imposition, une régulation minimale et un gouvernement réduit constitueraient les moteurs de la croissance économique, non seulement aux Etats-Unis mais dans le monde entier. La seconde était que faire de l'Amérique le champion de la démocratie libérale dans le monde tracerait le meilleur chemin vers un ordre international plus prospère et plus ouvert.

Il est difficile d'évaluer à quel point ces traits caractéristiques de la marque américaine sont aujourd'hui discrédités. Entre 2002 et 2007, alors que le monde bénéficiait d'une période de croissance économique sans précédent, il était aisé d'ignorer les socialistes européens et les populistes sud-américains qui dénonçaient dans le modèle économique américain un *"capitalisme de cow-boy"*.

L'ÉCONOMIE AMÉRICAINE A DÉRAILLÉ

Mais voilà qu'aujourd'hui la locomotive de cette croissance, l'économie américaine, a déraillé, menaçant du même coup d'entraîner le reste du monde dans la catastrophe. Le pire, c'est que le coupable est le modèle américain lui-même : obsédé par le mantra de toujours moins de gouvernement, Washington a négligé de réguler de façon adéquate le secteur financier et l'a laissé causer un tort considérable au reste de la société.

Mais la démocratie était d'ores et déjà ternie. Alors même qu'il avait été prouvé que Saddam Hussein ne possédait aucune arme de destruction massive, l'administration Bush tenta de justifier la guerre en Irak en l'intégrant à son vaste "*agenda de la liberté*". Aux yeux de beaucoup de gens dans le monde, la rhétorique américaine sur la démocratie s'est mise à ressembler à une excuse visant à perpétuer l'hégémonie des Etats-Unis.

Le choix auquel nous sommes confrontés aujourd'hui va bien au-delà du plan de renflouement ou de la campagne présidentielle. La marque américaine est mise à rude épreuve au moment même où d'autres modèles – russe ou chinois – apparaissent comme de plus en plus attractifs. Rétablir notre réputation et restaurer l'attrait de notre marque représentent sous bien des aspects des défis tout aussi importants que la stabilisation du secteur financier.

Nous ne pourrions pas entreprendre cette tâche avant d'avoir clairement compris ce qui a cloché – en déterminant, parmi tous les aspects du modèle américain, lesquels sont sains, lesquels ont été appliqués de manière erronée, et lesquels doivent être purement et simplement abandonnés.

De nombreux commentateurs ont remarqué que l'effondrement de Wall Street marquait la fin de la période Reagan. Ils ont parfaitement raison. Le reaganisme était une politique juste pour son époque. Depuis le New Deal des années 1930, les gouvernements du monde entier n'avaient fait qu'étendre toujours plus leur emprise. Or, à partir des années 1970, les grands Etats et économies-providence ont étouffé sous la bureaucratie et gravement dysfonctionné. La révolution reagano-thatchérienne a facilité l'embauche et le licenciement des salariés, entraînant d'immenses douleurs, sur fond de diminution voire même de cessation d'activité des industries traditionnelles. Mais elle a également jeté les bases de près de trois décennies de croissance, et permis l'émergence de nouveaux secteurs, comme l'informatique et les biotechnologies.

Au plan international, la révolution reaganienne s'est traduite par le "*consensus de Washington*", en vertu duquel Washington et les institutions sous son influence (FMI et Banque mondiale) ont incité les pays émergents à ouvrir leurs économies. Régulièrement voué aux gémonies par des populistes comme le Vénézuélien Hugo Chavez, ce "*consensus*" a quand même réussi à amortir la crise de la dette sud-américaine du début des années 1980 et permis à la Chine et à l'Inde de devenir les puissances économiques qu'elles sont aujourd'hui.

LA CRISE FINANCIÈRE ASIATIQUE DE 1997-1998, PREMIÈRE ALERTE

Comme tout mouvement transformateur, la révolution reaganienne s'est dévoyée lorsqu'elle est devenue, pour beaucoup de ses partisans, une idéologie irrécusable, et non plus une réponse pragmatique aux excès de l'Etat-providence. Deux de ses concepts étaient sacro-saints : le premier affirmait que les baisses d'impôts s'autofinanceraient; le second, que les marchés financiers étaient capables de s'autoréguler.

La globalisation a masqué les failles de ce raisonnement durant plusieurs décennies. Les étrangers paraissaient toujours plus disposés à acquérir des dollars américains, ce qui permit au gouvernement des Etats-Unis de laisser courir les déficits tout en enregistrant une forte croissance. Le second article de foi de l'ère Reagan – la dérégulation financière – fut formulé par une alliance contre nature de reaganiens fanatiques et de firmes de Wall Street, et, dès les années 1990, était devenu parole d'Évangile, y compris chez les démocrates. Ses partisans arguaient du fait que les anciennes régulations étouffaient l'innovation et sapaient la compétitivité des institutions financières américaines. Ils avaient raison – à ceci près que la dérégulation a généré un flot de nouveaux produits innovants tels que les fameuses *collateralized debt obligations* (CDO) qui sont au cœur de la crise actuelle.

Le problème est que Wall Street est très différente de, disons, la Silicon Valley, où la faiblesse de la réglementation produit des effets authentiquement bénéfiques. Les institutions financières sont fondées sur la confiance, laquelle ne peut s'épanouir que si les gouvernements font en sorte qu'elles soient transparentes, et prudentes dans les risques qu'elles sont amenées à prendre avec l'argent des autres. Le secteur est également différent du fait que l'effondrement d'une institution financière cause du tort non seulement à ses actionnaires et à ses employés, mais également à un grand nombre de badauds innocents (c'est ce que les économistes appellent délicatement les "*externalités négatives*").

Les signes montrant que la révolution reaganienne avait amorcé une dérive dangereuse sont devenus évidents au cours de la dernière décennie. Une des premières alertes a été la crise financière asiatique de

1997-1998. Le deuxième signe inquiétant provenait des déficits structurels croissants des Etats-Unis. La Chine et un certain nombre d'autres pays commencèrent à acheter des dollars américains après 1997 dans le cadre d'une stratégie délibérée visant à sous-évaluer leur monnaie, maintenir leurs usines en activité et protéger leurs économies des soubresauts financiers.

Cela convenait parfaitement à l'Amérique post-11-Septembre; cela signifiait que nous pouvions tout à la fois baisser les impôts, alimenter une frénésie de consommation, financer deux guerres coûteuses et laisser filer le déficit fiscal. Le déficit commercial vertigineux et en accroissement constant que cette politique généra était de toute évidence insupportable à terme. La chute du dollar américain montre que nous avons atteint ce stade.

Même aux Etats-Unis, les inconvénients de la dérégulation étaient apparus clairement bien avant le naufrage de Wall Street. Durant toute la dernière décennie, les inégalités n'ont cessé de se creuser aux Etats-Unis car les bénéficiaires de la croissance ont profité avant tout aux plus riches et aux mieux éduqués, tandis que les revenus de la classe ouvrière stagnaient. Enfin, l'occupation gâchée de l'Irak et la réaction des autorités après l'ouragan Katrina ont mis à nu la faiblesse générale du secteur public. Tous ces éléments donnent à penser que l'ère Reagan aurait dû se terminer il y a des années.

L'autre composant essentiel de la marque américaine est la démocratie et la volonté des Etats-Unis de soutenir les autres démocraties à travers le monde. Cette veine idéaliste de la politique étrangère américaine a été une constante au cours du siècle écoulé.

Promouvoir la démocratie – à travers la diplomatie, l'aide aux groupes de la société civile, les médias libres et le reste – n'a jamais fait l'objet de controverse. Le problème à présent est qu'en utilisant la démocratie pour justifier la guerre en Irak, l'administration Bush a convaincu beaucoup de gens que le terme "démocratie" n'était qu'un mot codé recouvrant l'intervention militaire et le changement de régime.

GUANTANAMO ET LE DÉTENU ENCAGOULÉ D'ABOU-GHRAIB ONT REMPLACÉ LA STATUE DE LA LIBERTÉ EN TANT QUE SYMBOLES DE L'AMÉRIQUE

Le modèle américain a également été gravement terni par l'utilisation de la torture par l'administration Bush. Après le 11-Septembre, les Américains ont donné la triste image d'un peuple prêt à renoncer aux garanties constitutionnelles dans l'intérêt de la sécurité. Aux yeux de nombreux non-Américains, la prison de Guantanamo et le détenu encagoulé d'Abou-Ghraib ont depuis lors remplacé la statue de la Liberté en tant que symboles de l'Amérique.

Quel que soit le vainqueur de l'élection du 4 novembre, un nouveau cycle politique s'amorcera tant aux Etats-Unis que dans le reste du monde. Il est probable que les démocrates renforceront leur majorité au Sénat comme à la Chambre des représentants. Une puissante colère populiste bouillonne dans le pays à mesure que la débâcle de Wall Street gagne Main Street. Un nouveau consensus se fait jour sur la nécessité de rétablir la régulation dans de nombreux secteurs de l'économie.

Au plan mondial, les Etats-Unis n'occuperont plus la position hégémonique qui était la leur jusqu'à présent, une nouvelle donne qui a clairement émergé avec l'invasion de la Géorgie par la Russie le 7 août. La capacité des Etats-Unis à façonner l'économie globale sera diminuée, tout comme seront amputées nos ressources financières.

L'influence américaine peut et finira par être restaurée. Alors qu'il est probable que le monde dans son ensemble s'apprête à subir un ralentissement économique, il n'est pas du tout sûr que les modèles chinois et russe s'en sortent beaucoup mieux que le modèle américain. Les Etats-Unis se sont relevés des graves revers qu'ils ont subis dans les années 1930 et 1970 grâce à l'adaptabilité de leur système et à la résilience de leur peuple.

Reste qu'un nouveau rétablissement dépend de notre capacité à procéder à quelques changements fondamentaux. Tout d'abord, nous devons nous libérer de la camisole de l'ère Reagan concernant les impôts et la régulation. Les baisses d'impôts sont certes une idée séduisante mais elles ne stimulent pas nécessairement la croissance et ne s'autofinancent pas automatiquement; étant donné notre situation fiscale à long terme, il va falloir expliquer honnêtement aux Américains qu'ils devront financer eux-mêmes leur progression vers l'avenir. La dérégulation peut se révéler, comme nous l'avons vu, extrêmement coûteuse. L'ensemble du secteur public américain – sous-financé, déprofessionnalisé et démoralisé – a besoin d'être reconstruit.

Pendant que nous entreprendrons ces changements, nous devons veiller au risque de vouloir trop en faire. Les institutions financières doivent être surveillées de près, mais il n'est pas sûr que les autres secteurs économiques doivent être soumis au même contrôle.

Le libre-échange demeure un puissant moteur pour la croissance économique, ainsi qu'un instrument de la diplomatie américaine. Nous devrions mieux aider les travailleurs à s'adapter aux conditions globales changeantes, plutôt que défendre leurs emplois existants. Si les baisses d'impôts ne sont pas une recette automatique pour la prospérité, les dépenses sociales inconsidérées ne le sont pas non plus. Le coût des renflouements d'entreprises ainsi que la faiblesse à long terme du dollar signifient que l'inflation constituera une grave menace dans l'avenir. Une politique fiscale irresponsable pourrait aisément aggraver ce problème.

Mais le changement le plus important auquel nous devons procéder se situe au niveau politique. La révolution reaganienne a brisé une domination libérale et démocrate de la vie politique américaine qui durait depuis un demi-siècle. Mais au fil des années, ces idées autrefois neuves se sont sclérosées en dogmes. La qualité du débat politique a été vulgarisée par des hommes partisans qui remettent en cause non seulement les idées, mais aussi les motivations de leurs adversaires.

Tout cela complique l'ajustement aujourd'hui nécessaire à la réalité nouvelle et difficile à laquelle nous sommes confrontés. Le test ultime pour le modèle américain sera donc sa capacité à se réinventer une fois de plus. Jouir d'une bonne image ne consiste pas, pour paraphraser une certaine candidate à la vice-présidence, à mettre du rouge à lèvres à un pitbull. Cela consiste avant tout à avoir le meilleur produit à vendre. La démocratie américaine a du pain sur la planche.

Francis Fukuyama est professeur d'économie politique internationale à la Johns-Hopkins School of Advanced International Studies

(Traduit de l'anglais par Gilles Berton)

Le climat social dans la tempête, par Michel Noblecourt

En apparence, la folie qui s'est emparée des marchés financiers n'a pas encore provoqué d'explosion sociale. Mais au fur et à mesure que les Bourses chutent et que les faillites bancaires se multiplient, la crise financière - *"la pire depuis celle de 1929"* à en croire Barack Obama - déstabilise l'économie réelle et allume des feux sous le chaudron social. En France, la récession a pointé son nez avant que la tempête se manifeste sur les marchés. Le chômage a connu, en août, sa plus forte hausse depuis quinze ans. Le pouvoir d'achat est en berne pour les salariés et les retraités qui vont pâtir du resserrement du crédit. Le moral des ménages est au plus bas. Et la crise risque d'accentuer fortement la pauvreté et les inégalités.

Dans une note diffusée le 7 octobre et intitulée "la déchirure", l'association Entreprise et Personnel (E & P), qui regroupe plus de 150 directeurs des ressources humaines (DRH), tire le signal d'alarme. Dans les mois à venir, observe-t-elle, les *"composantes d'une crise sociale risquent d'être présentes : faible adhésion au pouvoir et absence d'alternative politique crédible, multiplication des situations personnelles difficiles, montée de la conflictualité dans nombre d'entreprises contraintes à la rigueur, voire aux réductions*

d'effectifs, et enfin contestation aujourd'hui rampante dans le secteur public". Alors que le Fonds monétaire international (FMI) dessine pour la France de sombres perspectives en 2009, avec une croissance de + 0,2 % (+ 0,8 % en 2008), les signes de crise sociale s'accumulent. Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT, souligne que *"l'état d'esprit des salariés est au mécontentement et en même temps à la souffrance"*.

Dans cette France en souffrance sociale, les fracas de la tempête financière ont rendu quasiment invisible la *"journée mondiale sur le travail décent"*, organisée le 7 octobre par la Confédération syndicale internationale (CSI), qui en avait arrêté le principe il y a deux ans. Selon les syndicats, les 87 manifestations ont réuni 112 000 personnes. Un résultat révélateur de la faiblesse du syndicalisme alors même que cette initiative était en résonance directe avec la crise financière. Aux yeux de l'Organisation internationale du travail (OIT), le travail décent est un socle minimal vital qui se compose de quatre éléments : un travail donnant les moyens de vivre et de nourrir sa famille ; une protection sociale pour affronter les caps difficiles (maladie, chômage, vieillesse) ; des règles de droit garantissant les conditions d'emploi ; un *"dialogue social respectueux des individus"*.

La crise financière met à mal ces quatre piliers du social. Elle menace aussi la cohésion sociale et accentue le ressentiment des inégalités. Quand une étude révèle que *"trois PDG français sur quatre ont vu leur rémunération augmenter de plus de 40 % en 2007"* et que des *"parachutes dorés"* récompensent des faillis de la tornade se diffuse en France, note E & P, *"l'idée d'une société à deux vitesses, dans laquelle seuls les riches bénéficient de la mondialisation"*. Dans sa *"déclaration de Londres"*, le 27 septembre, sur *"la crise du capitalisme casino"*, la Confédération européenne des syndicats (CES) - à laquelle adhèrent la CGT, la CFDT, FO, la CFTC et l'UNSA - a réclamé, outre *"un changement fondamental de comportement"* du capitalisme financier, *"une aide en direction des travailleurs touchés, des ménages menacés d'expulsion, des retraités risquant la pauvreté"*. *"Il n'est pas juste, ajoute la CES, que les principaux bénéficiaires soient ceux qui ont causé le désordre."*

LES DÉRIVES DU CAPITALISME

Pour autant, aucun dirigeant syndical français n'a adopté une posture va-t-en guerre. M. Thibault ne s'est pas privé de dénoncer les dérives du capitalisme financier, soulignant combien la crise démontre que *"ce ne sont pas les politiques qui tiennent véritablement la barre"*. *"Les marchés financiers pilotent l'économie à l'échelle internationale"*, a martelé le secrétaire général de la CGT, en jugeant qu'*"un des éléments originels de cette crise internationale, c'est de s'être concentré sur la valorisation du capital, au détriment du travail humain, seul créateur de valeur"*. François Chêrèque s'est même montré d'abord favorable à l'appel à l'unité nationale lancé par François Fillon avant d'y mettre des conditions signifiant une fin de non-recevoir. *"L'unité nationale n'existera que si les efforts faits par les salariés en termes d'emploi et de pouvoir d'achat sont aussi faits par ceux qui ont bénéficié des largesses du gouvernement"*, a insisté le secrétaire général de la CFDT en réclamant, comme le Parti socialiste, la suppression du *"bouclier fiscal"*.

La proximité des élections prud'homales, le 3 décembre - un rendez-vous crucial alors que les règles de la représentativité syndicale viennent d'être réformées -, va aiguïser la concurrence entre les syndicats. Une surenchère dans la radicalité est peu probable, chaque organisation cultivant une image *"responsable"*. Mais une attitude conciliante est encore plus improbable, surtout de la part d'une CFDT qui craint de perdre des plumes. Aux élections aux comités d'entreprise en 2005-2006, la CGT, avec 22,9 %, et la CFDT, avec 20,3 %, ont perdu 0,5 et 0,9 point en deux ans. L'émergence du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) peut, a contrario, favoriser des syndicats incarnant la contestation, comme Solidaires.

Plus qu'une explosion sociale, Entreprise & Personnel juge plus probable un *"scénario gris"*, avec *"le retour de conflits durs et ponctuels, en particulier dans les entreprises qui annonceraient des suppressions d'emplois ou mettraient en oeuvre des politiques salariales restrictives"*. Dans sa revue *Actualité* de septembre, l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) recommande aux entreprises de contourner avec prudence les 35 heures : *"Le jeu ne serait pas gagnant-gagnant si la souplesse retrouvée devait s'accompagner d'un regain de tensions sociales."* Alors que, sur le temps de travail, Nicolas Sarkozy a pris le risque de rompre la confiance qu'il était en train de nouer avec la CGT et la CFDT, les syndicats peuvent être tentés par la grève du compromis dans les trois grandes négociations à venir (formation professionnelle, gestion prévisionnelle des emplois, assurance-chômage). L'autre danger est une recrudescence de ce que Christian Morel baptisait *La Grève froide* dans son livre du même titre (Octarès, 1994) : débrayage, harcèlement de la hiérarchie, chahut, grève du zèle, refus des heures supplémentaires, absentéisme, etc. Mais si la crise financière continue à faire bouillir le chaudron social, il suffira de quelques braises pour que des grèves froides deviennent chaudes.

Editorialiste, chef de service

Michel Noblecourt